

Corruption : l'implacable baromètre de l'Algérie

Transparency International est un organisme indépendant des Etats, chargé de mesurer la qualité de la gestion de ces derniers et d'établir le degré de la corruption de chacun. Habituellement, son rapport annuel est attendu avec fébrilité par les gouvernants car son classement constitue un indicateur implacable de la perception de l'image qui se dégage de chaque Etat. Or, hormis la presse qui vient d'informer l'opinion du diagnostic catastrophique nous concernant (105^e sur 176 Etats), les réactions et les justifications officielles se font toujours attendre. Il est vrai que ce genre de jugement défavorable semble de moins en moins surprendre nos dirigeants qui, depuis dix années⁽¹⁾, se sont habitués à la gangrène de la corruption. Admise presque comme une fatalité, ne l'ont-ils pas intégrée comme un paramètre invariable ? C'est que l'on devine derrière tout ce silence de l'Etat l'aveu d'un échec non assumé publiquement.

Il est loin derrière eux le temps des fanfaronnades de tribune lorsqu'ils promettaient l'éradication des pots-de-vin, des dessous de table et de l'accès aux marchés captifs de l'Etat par des baronnies insatiables. D'ailleurs la moralisation de l'activité des castes proches des cercles du régime n'est que rarement évoquée actuellement. A peine si l'on donne le change en imaginant des organismes chargés de traquer la prévarication. Ceux-là n'existent que dans le Journal officiel où d'ailleurs ils changent cycliquement de noms de code, ces sigles impronçables et sans réalité.

L'Algérie, où ce phénomène est allé en s'amplifiant durant cette dernière décennie, donne désormais l'impression d'être écrasée par le syndrome d'un affairisme échappant à tout contrôle de l'Etat et dont l'économie

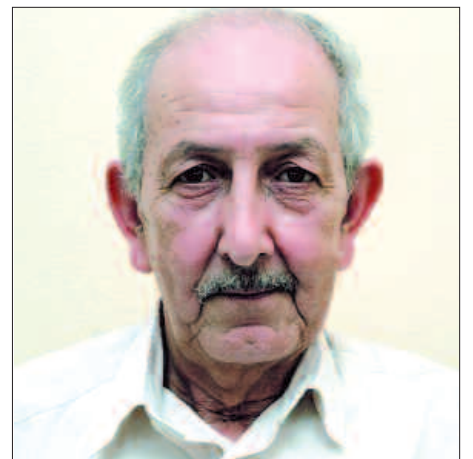
informelle en est la parfaite traduction. La dérégulation non maîtrisée et les connivences douteuses qui en sont son corollaire n'ont-elles pas contraint la puissance publique et le donneur d'ordre politique à lâcher tactiquement du lest chaque fois pour finalement abdiquer ? Le pouvoir, précisément, admet à son tour que ce genre de combat lui paraît non seulement inégal mais surtout périlleux pour sa survie. Ne s'en est-il pas trouvé justement des époques (2000-2005) où l'on prôna publiquement le laisser-faire, au nom d'un libéralisme économique débridé, dont on connaît les scandales qu'il a provoqués ? C'était donc un Etat qui, ayant joué au fourrier de la mondialisation, fut à l'origine de l'économie de bazar, du container et de l'import-export. En effet, il y a quelques années, nul n'ignorait les noms et les prête-noms de ceux qui avaient fait main-basse sur le juteux secteur céréalier jusqu'à mettre en danger l'organisme régulateur de l'Etat qu'était l'OAIC. De plus, comment explique-t-on a posteriori que l'on ait «patienté» 5 années avant de mettre en place un Conseil de la concurrence. Et pourquoi et sous quelle pression une décision gouvernementale fixant un plafond aux transactions financières en «liquide» n'est à ce jour pas imposée et généralisée ?

En résumé, c'est la fâcheuse propension du pouvoir à soudoyer en termes matériels avantageux des réseaux d'allégeance qui a encouragé la culture de la prédation maffieuse. Son opacité politique ayant fait le lit à celle du monde des affaires, le pays ne pouvait que verser dans le ruisseau d'une corruption quasi institutionnelle. Certes le «bakchich» a préexisté au pouvoir actuel mais il était circonscrit dans des limites moins alarmantes. Il concernait alors certaines largesses

octroyées à la nomenklatura fidèle aux régimes mais de nos jours, il a essaimé socialement à travers l'incivisme indécent de l'Etat qui en a donné le mauvais exemple. La corruption s'est en quelque sorte «démocratisée», en ce sens que, vingt ans plus tôt, elle n'était l'attribut que d'une minorité d'initiés quand actuellement elle est admise comme sport national.

De l'obscur édile de village qui, depuis une semaine, attend de prendre ses fonctions jusqu'au sommet de l'appareil d'Etat, pas une seule petite autorité détentrice d'une parcelle de pouvoir ne peut se prévaloir d'une intégrité octroyée par avance. C'est du moins ainsi que les petites gens de ce pays perçoivent et organisent leurs rapports avec la puissance publique. Ainsi la société qui, comme on le sait, ne peut se tromper indéfiniment, se venge à son tour en prenant la mauvaise tangente. Celle qui la pousse aux petits trafics quotidiens pour échapper à la toile de la misérable bureaucratie. C'est l'anecdote du modeste billet de 200 dinars que l'on glisse dans le livret de famille afin de bénéficier d'un tampon du préposé aux délivrances d'un extrait de naissance, qui l'illustre parfois. Mais c'est aussi l'indifférence à l'hygiène collective qui a autorisé le nouveau Premier ministre à parler marginalement de civisme en stigmatisant la saleté de nos villes et en les imputant aux administrés. Décrétant une campagne pour «pou' belle la ville»⁽²⁾, Monsieur Sellal faisait sûrement de la diversion quand les écuries de l'Etat sentaient le soufre.

C'est à cela que ressemble l'état des lieux de... l'Etat et dont Transparency International vient d'en rappeler la nature. C'est-à-dire un pays en train de mettre ses pas dans les pas de ces mythiques cités vouées à la chute dont Montesquieu expliqua admirablement



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

la décadence. «Carthage périt, écrit-il, parce que, lorsqu'il fallut retrancher les abus, elle ne put souffrir la main de son Hannibal. Même Athènes tomba parce que ses erreurs lui parurent si douces qu'elle ne voulut pas en guérir. Et que dire des Républiques d'Italie qui se vantent de la perpétuité de leur gouvernement alors qu'elles ne doivent se vanter que de la perpétuité de leurs abus ?...»

Comment donc ne pas être tenté de voir dans la sentence de ce grand esprit du 18^e siècle un clin d'œil à l'Algérie de notre XXI^e siècle ?

B. H.

(1) – *El Watan* du jeudi 6 décembre a publié en encadré les scores de l'Algérie de 2003 à 2009.

(2) – «Pou' belle la ville» est un détournement du feuilleton «Plus belle la vie» et dont les droits d'auteur appartiennent à une chaîne locale de la télévision française.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Pour que cesse le harcèlement contre ce pôv' Monsieur Jérôme !

L'Algérie parmi les pays les plus corrompus de la planète. Pressés de réagir, nos responsables s'insurgent contre ce classement : «C'est de la calomnie et des informations mensongères», aurait déclaré l'un d'entre eux.

Chakib Khelil !

J'avoue que je n'y comprends rien ! Ça fait trois jours que ça dure, et je ne comprends toujours rien à cette affaire. Plus je regarde la télévision, plus j'écoute la radio, moins je comprends ! La France est toute retournée parce que l'un de ses ministres aurait eu un jour un compte en Suisse. Un compte qu'il aurait d'ailleurs résilié de son propre chef lorsqu'il a appris qu'il allait devenir ministre dans le gouvernement Ayrault. M'enfin ! Pourquoi cette information met-elle les médias et le peuple de France en émoi ? Où est le problème ? J'allais presque écrire «où est l'info» ? D'ailleurs, je l'écris noir sur fond bleu, ici même : où est l'information dans cette affaire ? Et pourquoi devrait-on la considérer comme une affaire ? Si nous devons chercher un truc scandaleux dans cette histoire, c'est bien plutôt dans le fait que le ministre en question ait résilié son compte bancaire suisse dès lors qu'il allait devenir ministre. Voilà ! Il est là le scandale, et pas ailleurs ! Les banques suisses ne seraient-elles plus aussi bien cotées qu'avant ? Le ministre en devenir n'était-il plus satisfait par les services fournis par sa banque suisse ? Son conseiller financier aurait-il manqué de profes-

sionnalisme au téléphone, lors d'une prise de rendez-vous ? On ne nous dit pas tout ! Et pourtant, le fond du problème est là. Pourquoi Jérôme Cahuzak a fermé son compte suisse ? Je ne comprends pas que les journaux et télévisions français n'aient pas réussi à mettre le doigt sur la seule interrogation valable, et perdent leur temps et surtout celui des lecteurs et téléspectateurs à savoir si oui ou non ce monsieur a eu un compte suisse à un moment donné de sa vie. En quoi c'est intéressant ? Un futur ministre peut avoir un compte en Suisse, non ? Un futur ex-ministre peut lui aussi avoir un compte en Suisse, non ? Un ex-futur ministre peut également avoir un compte en Suisse, non ? Oui, pardi ! Prenez une société comme la nôtre, un pays aussi bien réglé que l'Algérie. Nous avons plein de ministres qui ont des comptes en Suisse, n'est-ce pas ? Et ça ne pose aucun problème, au demeurant. En quoi ça serait bizarre qu'un ministre de la RADP ait un compte en Suisse ? Bien au contraire, ce qui serait anormal, c'est de n'avoir eu comme Jérôme Cahuzak qu'un seul compte en Suisse. Ah ! Là, je serais d'accord ! Il y aurait anguille sous roche. En Algérie, ça serait du coup une affaire, un début de scandale retentissant. Imaginez un peu l'énormité de la chose si elle venait à être révélée : un ministre algérien avec un seul compte en Suisse ! Pour sûr qu'il faudrait enquêter sur cette grave anomalie. Un responsable algérien avec un seul compte en Suisse, un tout petit compte suisse orphelin, c'est pas normal, Khouya ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.